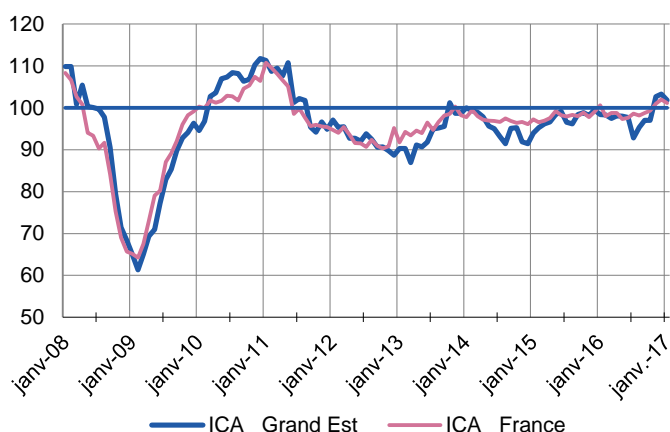


Contexte conjoncturel

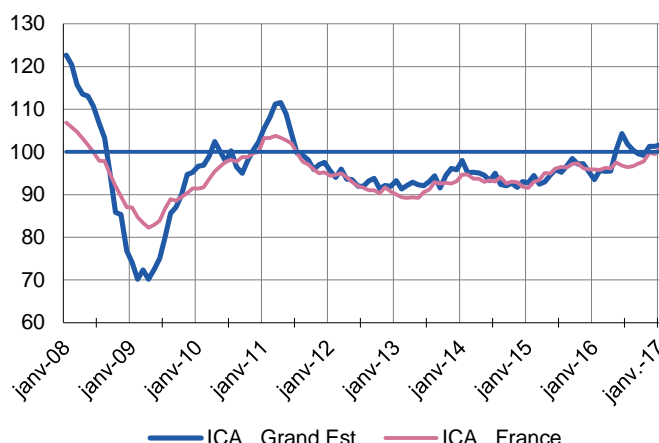
Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

Industrie



Services marchands

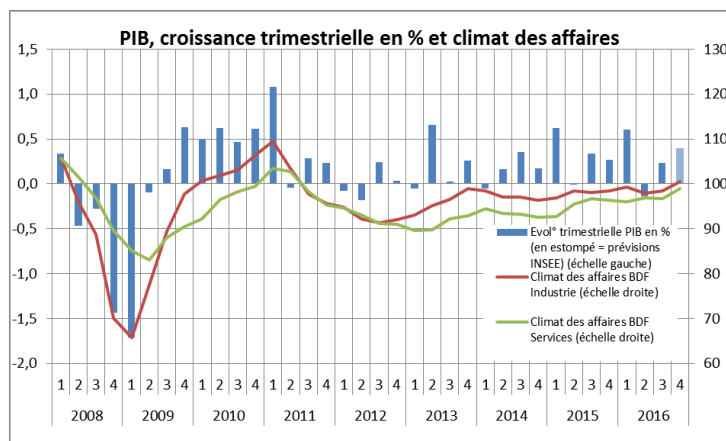


Contexte national

Après une année 2015 marquée par une reprise graduelle de l'activité, le climat des affaires s'est encore très légèrement redressé en 2016. L'exercice a cependant été marqué par un trou d'air durant le second trimestre, marqué par des mouvements sociaux : le PIB a reculé de 0,1 %, avant de rebondir ensuite progressivement. L'indicateur du climat des affaires dans l'industrie se situait ainsi à 102 en décembre, soit son niveau le plus élevé depuis mai 2011. La situation s'est aussi nettement améliorée dans le secteur du bâtiment. La reprise plus franche de l'activité en zone euro a globalement bénéficié à l'économie française, mais cette dernière a aussi pâti des difficultés persistantes de certains grands pays émergents. Le Brexit n'a pour le moment pas eu un impact significatif sur l'économie française.

En 2016, le PIB devrait progresser d'1,1 %, soit un rythme comparable à celui de 2015 (1,2 %) mais en progrès par rapport à 2014 (0,7 %). Les ménages ont poursuivi leurs dépenses de consommation (+ 1,8 % en 2016 après + 1,5 % en 2015 et + 0,7 % en 2014) et ont repris leurs investissements (+ 1,5 % après - 0,8 % et - 3,5 %), notamment dans l'immobilier. Cette amélioration a aussi été portée par la reprise confirmée de l'investissement des entreprises (+ 4,3 % après + 2,7 % et + 1,4 %) toujours soutenu par l'allègement de leurs charges. La contribution au PIB de la demande intérieure est de 1,9 point en 2016 après 1,3 en 2015.

Le solde des transactions courantes s'est par contre lui dégradé, sous l'effet d'un ralentissement de la demande mondiale mais aussi de pertes de parts de marchés. Les importations ralentissent également (+ 2,8 % après + 6,4 %) mais moins nettement que les exportations (+ 0,6 % après + 6,0 %).

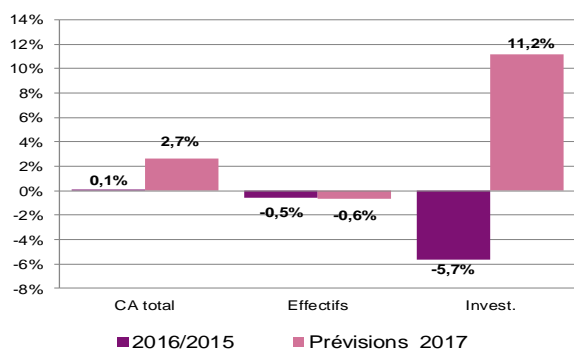


Le taux de chômage est en très léger repli (à 10 % de la population active).

Les prix à la consommation se sont raffermis (+ 0,8 % en g.a). Dans ce contexte, la BCE a adapté son programme de mesures d'assouplissement quantitatif, qui a permis de faire reculer les risques déflationnistes et de soutenir l'activité économique (impact de + 0,3 % sur le PIB).

L'accès des entreprises au crédit bancaire est resté dans l'ensemble très aisé, à des niveaux de taux d'intérêts historiquement très bas.

INDUSTRIE

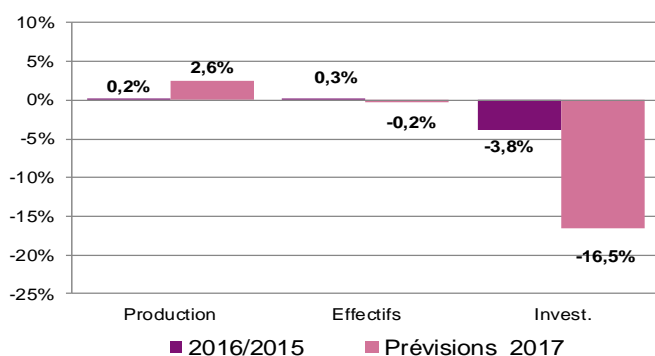


Les industriels du Grand Est ont connu une stabilité de leurs chiffres d'affaires en 2016 : +0,1 %. Cette faible progression occulte une hausse certainement plus marquée en volume compte tenu d'un contexte tendu au niveau des prix. Notre échantillon se caractérise par une contre-performance enregistrée sur les marchés étrangers (exportation - 2,5 %).

Cet environnement, qui a manqué de dynamisme, n'a pas favorisé la mise en place de politiques volontaristes de la part des chefs d'entreprise, ces derniers manquant de visibilité. Ainsi, la prudence a été de mise tant en termes d'emploi, les industriels faisant plutôt appel à l'intérim pour couvrir leurs besoins, que d'investissements, certains reports étant constatés.

Les prévisions d'activité apparaissent plus optimistes et s'accompagnent d'une reprise des projets d'investissement. Par contre, l'emploi resterait encore sous tension.

CONSTRUCTION



Après avoir atteint un point bas en 2015, la construction a connu un léger début de reprise à compter du printemps 2016. La production a modérément progressé dans le second œuvre et s'est stabilisée dans le gros œuvre. Malgré une demande qui s'est animée en cours d'année, mais qui doit être confirmée, les entreprises de travaux publics n'ont pu atteindre les niveaux de production de 2015.

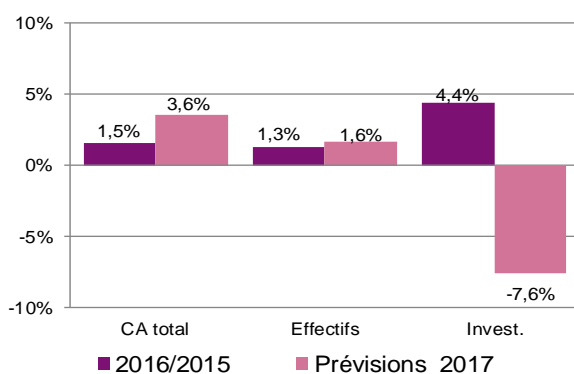
Même si cela reste contrasté selon les spécialités ou les territoires, la dégradation des prix a pu être enrayerée sur la fin de l'année.

Les effectifs ont été légèrement renforcés, en particulier dans les TP, par un recours accru à l'intérim.

La croissance de la production devrait accélérer en 2017, notamment dans les travaux publics. Le gros œuvre, où les perspectives sont plus incertaines, devrait encore rester à l'écart de ce mouvement.

Les dépenses d'investissement n'ont cependant pas repris, la visibilité et les marges restant insuffisantes.

SERVICES



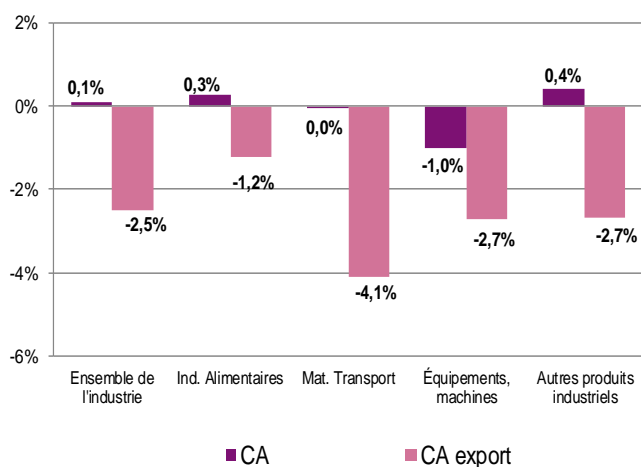
Le secteur des services affiche une progression régulière de son activité, même si une moindre demande et des prix orientés à la baisse ont pesé sur les facturations des entreprises du transport et de l'entrepôt. De leur côté, les sociétés d'intérim ont connu un bon volant d'affaires.

Sur 2016, les dépenses d'investissement et l'emploi ont bien accompagné la croissance d'activité.

En 2017, le meilleur environnement attendu dans l'industrie et le BTP profitera au secteur des services. L'emploi continuera de croître légèrement alors qu'une pause sera observée au niveau des dépenses d'équipement.

Évolution de l'activité par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)

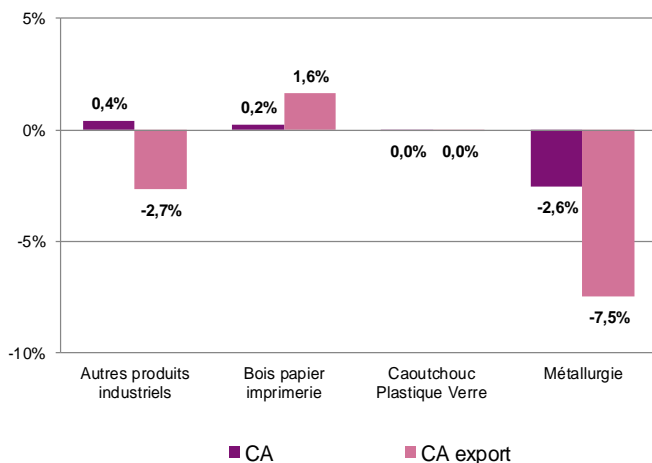


Les entreprises industrielles du Grand Est n'ont connu en 2016 qu'une très faible progression de leurs chiffres d'affaires : +0,1%. Ce résultat, pénalisé par un effet prix défavorable, se situe en deçà des prévisions qui avaient été formulées il y a un an, ces dernières tablant sur une augmentation attendue de 1,7 %. Ce résultat modéré s'explique en partie par une baisse des ventes à l'étranger (-2,5 %). Ce mouvement de repli des exportations concerne une proportion importante d'entreprises de notre échantillon puisque la moitié d'entre elles indique être dans ce cas.

Par secteurs, seul celui des équipements et machines affiche une diminution (-1 %), en dépit de la bonne performance dans les branches électronique et informatique. Les fabricants de matériel de transport ont connu une pause, la légère hausse chez les constructeurs automobiles ayant pu compenser le repli constaté chez les équipementiers. Enfin, en dépit d'une moindre performance des industries spécialisées dans les boissons, notamment à l'export, les industries agroalimentaires affichent de légers progrès grâce aux autres branches.

Évolution de l'activité dans la fabrication des autres produits industriels – principales branches

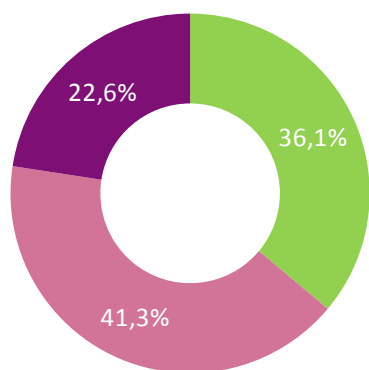
(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)



Dans le secteur des autres produits industriels, de bonnes performances dans les branches liées à la chimie, pharmacie ainsi qu'au bois/papier compensent les baisses des chiffres d'affaires enregistrées, notamment sur les marchés étrangers, dans les industries en lien avec les minéraux ainsi que la métallurgie, ces dernières étant probablement plus fortement impactées par l'évolution des cours de leurs produits.

Évolution de la rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



■ Augmentation ■ Stabilité ■ Diminution

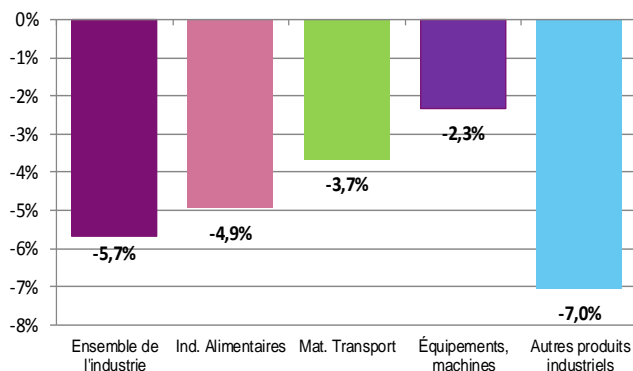
L'appréciation portée par les chefs d'entreprise sur l'évolution de leur rentabilité s'est améliorée entre 2015 et 2016. Alors qu'en 2015, 31% des industriels estimaient avoir connu une baisse de leur rentabilité, ils ne sont plus que 23 % dans ce cas en 2016.

Il est vrai que certains industriels ont privilégié leurs résultats, même si cela devait se traduire par une diminution de leurs facturations.

Pour environ 41 % des industriels interrogés, la stabilité de l'activité s'est accompagnée également d'un maintien des résultats.

Évolution des investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)



Les flux d'investissement ont globalement diminué en 2016 (-5,7 %), évolution touchant tous les secteurs industriels. Si ce repli était anticipé dans les industries liées au matériel de transport, il s'analyse plus comme un simple décalage dans les autres branches, le contexte favorable (taux bas et incitation fiscale) expliquant le maintien des dépenses à un niveau relativement élevé.

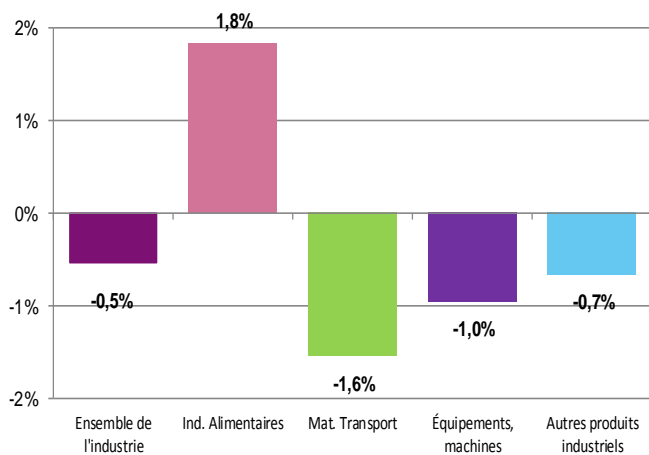
Malgré de nouveaux engagements substantiels dans les industries des boissons, l'agroalimentaire accuse un repli de près de 5 %.

Les biens d'équipement électriques et les fabricants de machines ainsi que ceux des matériels de transport ont légèrement ralenti leur effort d'investissement.

Les investissements ont fléchi plus nettement dans les autres produits industriels sous l'effet notamment des fortes réductions constatées dans la métallurgie ou autres industries liées aux métaux, que n'ont pu compenser les programmes engagés dans la chimie, ou la pharmacie par exemple.

Évolution des effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)



La faible croissance de l'activité industrielle explique l'attentisme constaté en termes d'embauches. Le léger repli affiché (-0,5 %) des effectifs traduit la poursuite du mouvement d'amélioration de compétitivité des chefs d'entreprise qui, lorsque le remplacement des salariés partant à la retraite est nécessaire, se tournent plutôt vers l'emploi intérimaire.

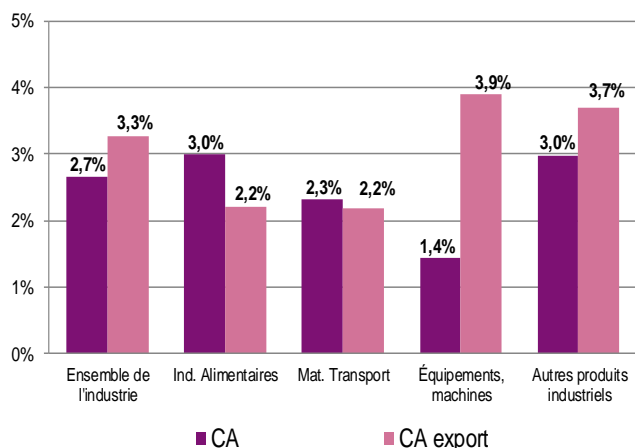
Un seul secteur a procédé à des embauches nettes : les industries agroalimentaires, évolution logique si l'on se rappelle que c'était également le seul secteur qui anticipait, début 2016, une progression. Par ailleurs compte tenu du repli des effectifs intérimaires dans ce secteur, les gains semblent majoritairement correspondre à des contrats plus durables.

Dans le secteur des autres produits industriels, à l'exception notable de l'industrie chimique, la plupart des branches (industries des métaux ou encore du bois/papier ou des plastiques) enregistrent des baisses.

Enfin dans les industries du transport et des équipements les diminutions concernent une assez large majorité de branches.

Prévisions de l'activité par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)



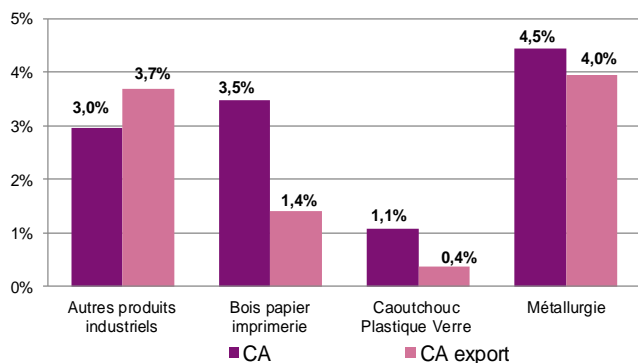
Pour 2017, les industriels anticipent une croissance d'activité de près de 3 % qui prendrait notamment appui sur une dynamisation des ventes à l'étranger (+ 3,3 %).

Les industries agroalimentaires espèrent une hausse de leurs facturations de 3 %. Dynamique pour les produits laitiers (+ 4,4 %), la croissance dépasserait 2 % dans la branche des boissons mais serait plus modeste ailleurs.

La hausse d'activité est bien partagée par l'ensemble des branches de l'industrie automobile, ce qui n'est pas le cas pour les biens d'équipement (+1,4%). En effet, à l'intérieur de ce secteur, les fabricants de machines ainsi que ceux d'équipements informatiques et électroniques font preuve d'optimisme, alors que ceux d'équipements électriques prévoient plutôt un repli.

Prévisions de l'activité dans la fabrication des autres produits industriels - principales branches

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)



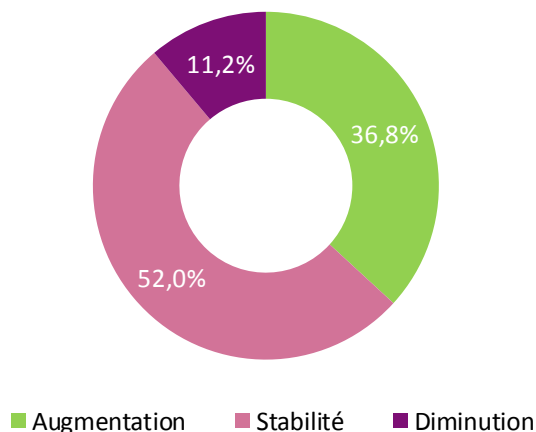
Le secteur des autres produits industriels anticipe une nouvelle progression d'activité, plus marquée que précédemment puisqu'elle devrait se situer aux alentours de 3 %. Cette hausse s'explique en partie par de bonnes performances attendues à l'exportation : + 3,7 %.

Un des points significatifs réside dans le redressement attendu de l'industrie métallurgique (+ 5,3 %), largement porté par l'exportation.

La hausse est très largement partagée par l'ensemble des branches à l'exception de la fonderie qui, après une baisse assez marquée en 2016, anticipe une nouvelle érosion en 2017 (- 1,2 %).

Prévisions de la rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)

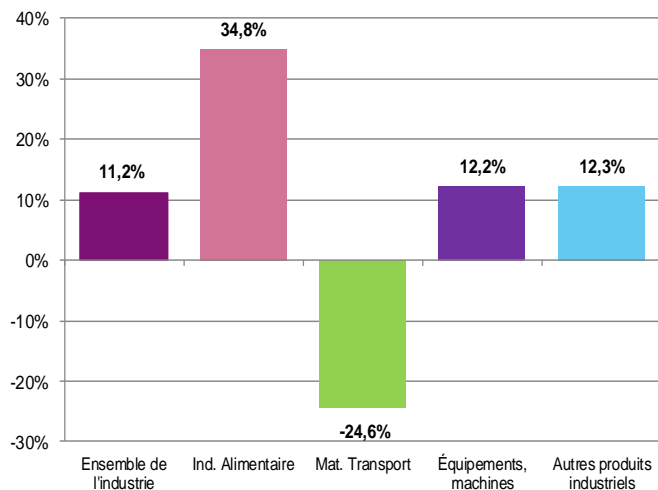


L'évolution favorable de l'activité devrait avoir un impact direct sur l'amélioration des résultats. En effet, alors que près de 23 % des industriels notaient une dégradation de leurs marges en 2016, ils ne sont plus que 11 % à prévoir cette évolution pour 2017.

Si la situation apparaît assez majoritairement favorable dans le secteur des autres produits industriels où près de 42 % des chefs d'entreprise anticipent une hausse de leurs résultats, elle est plus contrastée dans l'agroalimentaire où seulement 20 % des industriels sont dans ce cas.

Prévisions des investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)



Les investissements projetés par les entreprises augmenteraient en 2017 de 11,2 %.

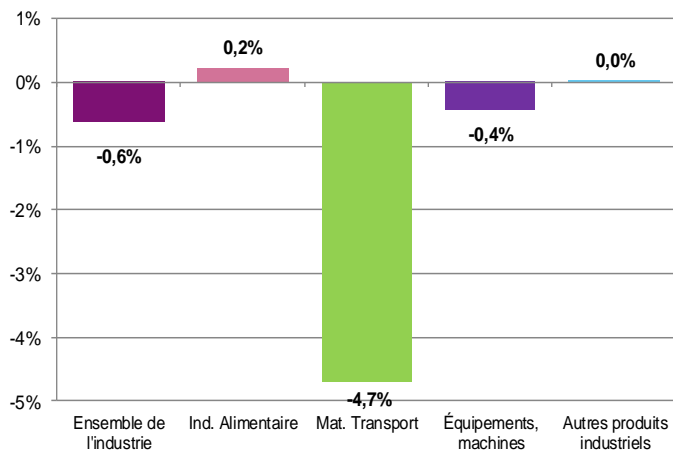
Quelques programmes d'envergure, parfois différés en 2016, sont prévus sur 2017.

Ce sera le cas dans l'agroalimentaire où, au-delà de l'industrie des boissons qui continue d'investir régulièrement, certaines branches se distinguent par des projets d'importance.

Les secteurs des fabricants d'équipement et de machines ainsi que des autres produits industriels anticipent une hausse comparable (aux alentours de 12 %) alors que celui du transport prévoit une nouvelle baisse de ses dépenses d'investissement, tendance concernant tant les constructeurs que les équipementiers.

Prévisions des effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)



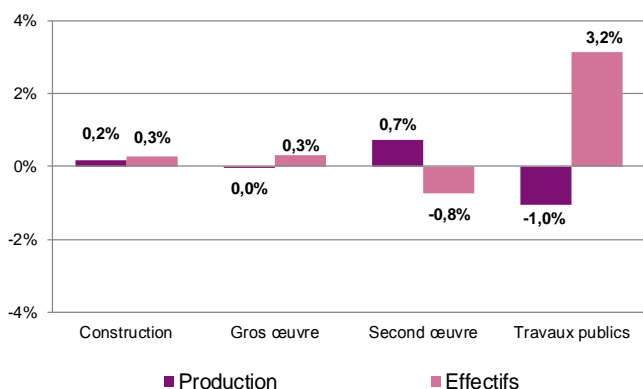
L'emploi pourrait encore légèrement s'éroder dans l'industrie régionale en 2017 (-0,6 %). Cette baisse serait très largement supportée par les effectifs intérimaires (-14%), traduisant ainsi un transfert de cette catégorie vers des emplois plus stables. Hors intérim, les effectifs devraient progresser de 0,5% dans l'industrie, en cohérence avec le rebond attendu de l'activité.

A la recherche de gains de productivité dans un marché international qui continue d'être très concurrentiel, l'industrie automobile fait état de perspectives négatives en anticipant un recul des effectifs de près de 5 %, libérant notamment les intérimaires qui avaient été recrutés en 2016.

Dans les autres branches, les évolutions sont moins prononcées, le personnel intérimaire demeurant dans ce contexte la principale variable d'ajustement.

Évolution de l'activité et des effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)



Après une année 2015 particulièrement difficile, l'activité s'est progressivement améliorée à compter du printemps 2016 grâce notamment à un redressement de la demande à partir de l'été. Pour autant, la situation demeure encore fragile avec une progression globale de la production limitée à 0,2%, évolution toutefois conforme aux prévisions formulées lors de l'étude précédente (+0,4%).

Au sein du bâtiment, le gros œuvre a simplement maintenu son niveau d'activité en 2016 dans le Grand Est, les mises en chantiers de logements neufs et de locaux non résidentiels n'ayant guère évolué sur un an.

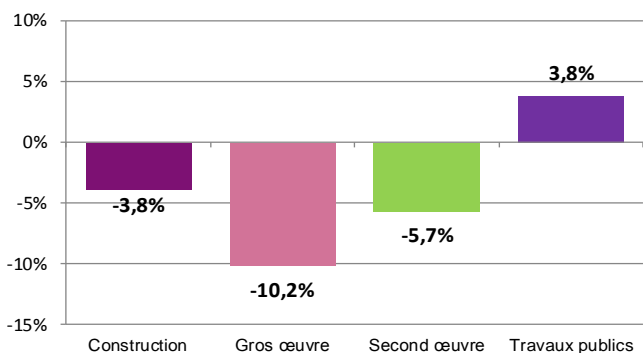
Le second œuvre a redémarré également assez timidement (+0,7%).

Les travaux publics, freinés en début d'exercice par une météo pluvieuse, ont bénéficié d'une hausse des commandes en cours d'année. Toutefois, le courant de demande, notamment publique, n'a pas permis au secteur d'atteindre le niveau de 2015 (-1%).

En dépit de ces évolutions, quelques recrutements d'intérimaires ont été effectués dans les travaux publics, en anticipation de la reprise d'activité attendue pour 2017.

Évolution des investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)

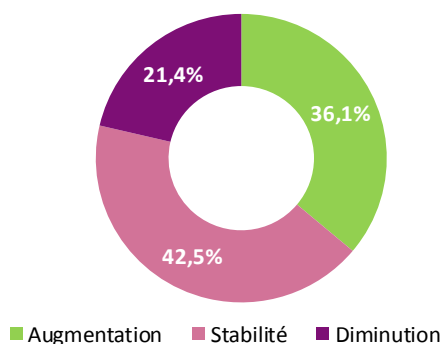


Si les entreprises du bâtiment ont encore limité leurs investissements en l'absence de reprise suffisamment franche de l'activité et de retour à des prix plus rémunérateurs, les dépenses d'équipement ont progressé dans les travaux publics après plusieurs années de recul.

La location de matériel représente souvent un complément aux investissements dans ces secteurs.

Évolution de la rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



L'arrêt de la forte dégradation des prix subie les années précédentes, et des plans de charge mieux garnis ont contribué à stabiliser la rentabilité pour 42 % des entreprises.

36 % d'entre elles ont réussi à l'améliorer, plus fréquemment dans le second œuvre et surtout les travaux publics, que dans le gros œuvre. Il est vrai que dans les travaux publics, les situations étaient de ce point de vue assez dégradées. Dans ce dernier secteur, plus du quart des entreprises a encore subi une érosion de sa rentabilité.

Prévisions de l'activité et des effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)



La confirmation d'une meilleure tenue des carnets au dernier trimestre permet aux chefs d'entreprise d'envisager 2017 avec davantage d'optimisme, même si la reprise sera lente et variable selon les spécialités et les territoires.

Le gros œuvre pourrait connaître une nouvelle année de pause compte tenu d'un retard dans le redémarrage de la construction de logements neufs.

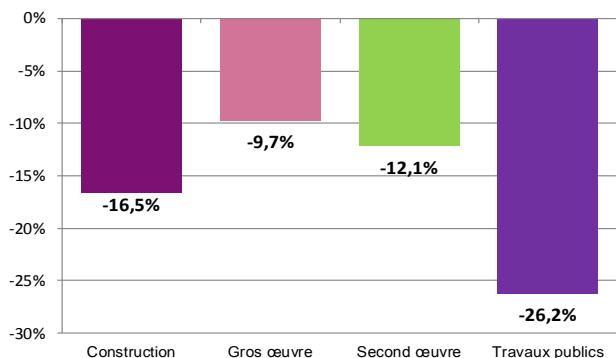
Le second œuvre devrait être un peu plus dynamique, avec une progression de l'activité d'environ 2 %.

Bien que très largement tributaire des commandes des collectivités territoriales, les travaux publics espèrent connaître un rythme de croissance élevé en 2017 : +7,5%.

Les effectifs devraient encore se renforcer dans les travaux publics, accompagnant ainsi la croissance de production attendue. Contrairement à 2016 où ce mouvement avait profité à l'intérim, une partie significative des embauches anticipées semble concerner des recrutements stables.

Prévisions des investissements par secteur

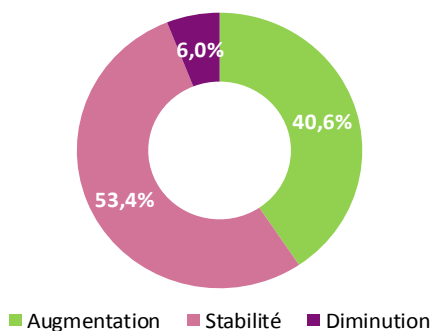
(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)



Les chefs d'entreprise se montrent encore frileux en termes d'investissement. Pour l'an prochain également, la location de matériels pourrait être privilégiée, dans l'attente de la confirmation d'une reprise plus durable de l'activité.

Prévisions de la rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



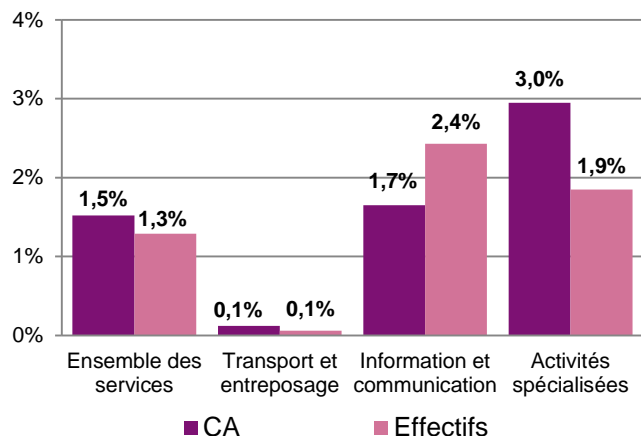
Les chefs d'entreprise s'accordent sur l'arrêt de la dégradation de leur rentabilité : seuls 6 % craignent un nouveau repli de leurs marges. C'est dans le gros œuvre que l'on trouve le plus de chefs d'entreprise pessimistes, en raison d'une visibilité faible et d'une concurrence toujours vive.

A contrario, dans les travaux publics, plus de la moitié des entrepreneurs anticipe une amélioration de leur rentabilité.

Le point bas semble avoir été atteint et l'amélioration de la demande devrait permettre de commencer à rehausser les prix et les marges en 2017.

Évolution de l'activité et des effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs AcoSS-Urssaf 2015)



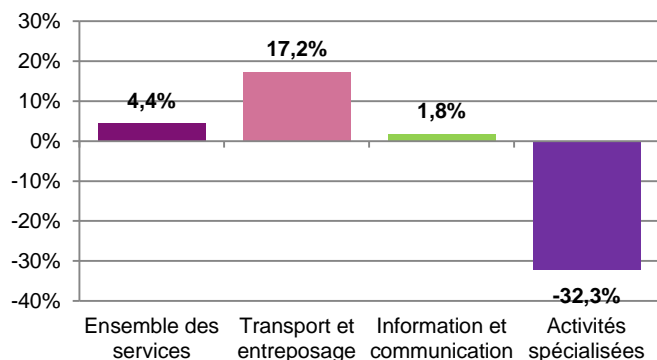
Le secteur de services affiche une progression de son activité de 1,5 %, progression recouvrant quelques disparités selon les branches.

Le manque de volume d'activité, mais également un contexte de tarification peu favorable, expliquent la performance mesurée du secteur du transport et de l'entreposage (+ 0,1 %).

La faible visibilité existant dans la plupart des secteurs, ainsi que le caractère encore fragile de la reprise ont bénéficié aux sociétés d'intérim (facturations en hausse de 6,4 %), les chefs d'entreprise hésitant encore assez souvent à s'engager sur des solutions pérennes. Les entreprises des services ont généralement bien accompagné leur croissance par des embauches permettant ainsi à l'emploi d'afficher une évolution positive, en particulier dans les activités en lien avec l'informatique.

Évolution des investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs AcoSS-Urssaf 2015)



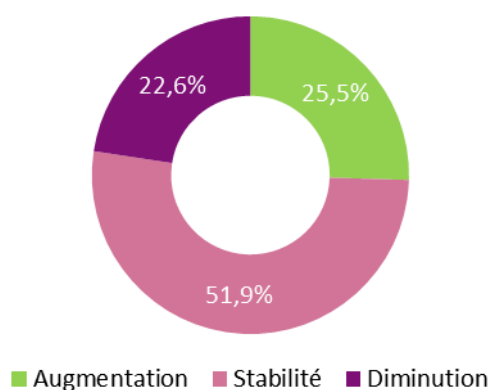
Le secteur se caractérise par des dépenses d'investissement en progression.

C'est particulièrement le cas dans l'entreposage où on constate une forte croissance des dépenses, ainsi que dans le transport routier, avec cependant un rythme un peu moins élevé. Dans cette dernière branche, le maintien de taux bas de financement a continué d'inciter les transporteurs à renouveler leur flotte.

Les dépenses se sont quasiment stabilisées dans l'information et la communication et diminuent dans les autres secteurs des services, et ce, dans quasiment toutes les branches.

Évolution de la rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)

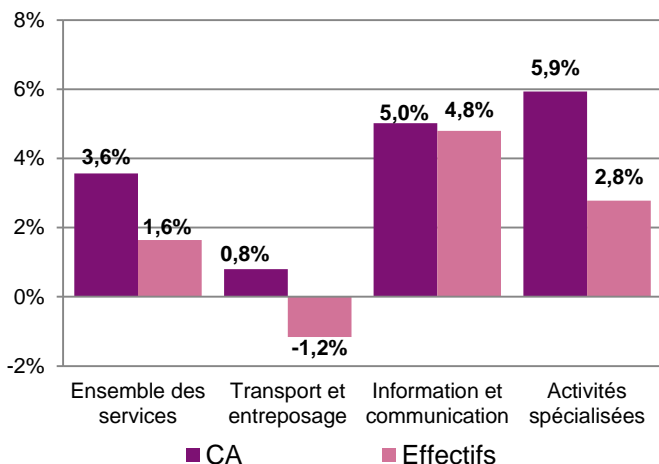


Globalement une majorité de chefs d'entreprise a constaté un simple maintien de sa rentabilité en 2016. Pour un quart d'entre eux, l'année écoulée sera même synonyme de marges en hausse.

Ces résultats sont toutefois plus contrastés dans le transport routier où les chefs d'entreprises sont près de 30 % à constater un repli de leur rentabilité et surtout dans l'entreposage où ce pourcentage monte à 37 %.

Prévisions de l'activité et des effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)



Les prévisions demeurent bien orientées pour 2017.

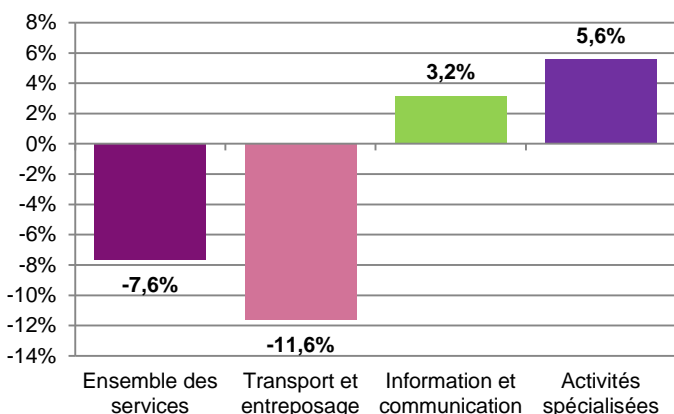
S'appuyant sur le rebond attendu dans l'industrie et le BTP, la branche du transport et de l'entreposage prévoit une hausse d'activité, cette dernière demeurant limitée toutefois (+ 0,8 %).

Les progrès seront plus affirmés dans l'information et la communication (+ 5 %) et surtout dans les activités spécialisées, où, en dépit des anticipations peu optimistes en termes d'emploi intérimaire dans l'industrie, les entreprises évoluant sur ce secteur prévoient une nouvelle augmentation de leurs prestations.

Si dans le transport et entreposage, les professionnels vont chercher des gains de productivité en libérant une partie des intérimaires employés, les perspectives d'embauche dans l'information et communication se calent assez fidèlement sur l'évolution attendue de l'activité.

Prévisions des investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2015)

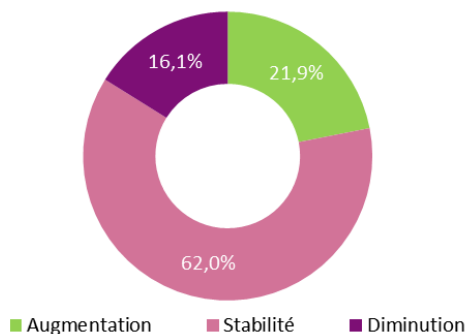


Le repli attendu des dépenses d'investissement dans le transport et l'entreposage, après une année 2016 d'engagements importants, pèse sur le résultat d'ensemble.

Les investissements progresseront dans les autres secteurs.

Prévisions de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



Globalement, les chefs d'entreprise s'attendent majoritairement à un maintien de leur rentabilité, et ce en dépit de décisions plutôt restrictives en matière d'embauches.

La part de ceux qui escomptent une dégradation de leurs résultats d'exploitation a toutefois tendance à se réduire entre 2016 et 2017 (- 6,5 points).

Tableaux synthétiques sectoriels

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 12/2015)

Bilan 2016

	CA total	Exportation	Effectifs	Investissements
Ensemble de l'Industrie	+0,1	-2,5	-0,5	-5,7
Industries alimentaires	+0,3	-1,2	+1,8	-4,9
Industrie de la viande	+0,7	-8,5	+0,3	-1,9
Autres produits alimentaires	+0,2	-2,9	-2,7	-27,7
Fabrication de boissons	-0,9	-1,7	+4,0	+6,9
Équipements électriques, électroniques et autres	-1,0	-2,7	-1,0	-2,3
Équipements électriques	+1,6	+2,4	-0,2	-3,5
Machines et équipements	-2,9	-5,5	-2,0	+11,0
Fabrication de matériels de transport	-0,0	-4,1	-1,6	-3,7
Fabrication d'autres produits industriels	+0,4	-2,7	-0,7	-7,0
Travail du bois, industrie du papier	+0,2	+1,6	-1,6	-20,9
Industrie chimique	+2,2	+1,7	+0,5	+0,0
Industrie pharmaceutique	+12,3	-4,6	+6,3	+50,3
Produits en caoutchouc, matières plastiques	-0,0	-0,0	-0,7	-19,4
Métallurgie	-2,6	-7,5	-1,8	-14,1
Autres industries manufacturières	+4,0	-4,9	+0,1	+28,4

Prévisions 2017

	CA total	Exportation	Effectifs	Investissements
Ensemble de l'Industrie	+2,7	+3,3	-0,6	+11,2
Industries alimentaires	+3,0	+2,2	+0,2	+34,8
Industrie de la viande	+1,5	+0,9	+0,3	-0,4
Autres produits alimentaires	+1,4	+0,2	+1,5	+213,1
Fabrication de boissons	+2,2	+2,6	+0,0	+19,1
Équipements électriques, électroniques et autres	+1,4	+3,9	-0,4	+12,2
Équipements électriques	-2,3	-0,2	-1,2	-23,9
Machines et équipements	+3,4	+5,2	-0,1	+26,1
Fabrication de matériels de transport	+2,3	+2,2	-4,7	-24,6
Fabrication d'autres produits industriels	+3,0	+3,7	+0,0	+12,3
Travail du bois, industrie du papier	+3,5	+1,4	-0,7	+0,4
Industrie chimique	+3,2	+5,1	+0,4	-29,9
Industrie pharmaceutique	+2,6	+12,7	+2,2	+71,0
Produits en caoutchouc, matières plastiques	+1,1	+0,4	-0,5	+20,0
Métallurgie	+4,5	+4,0	+0,4	+17,9
Autres industries manufacturières	+2,9	+5,2	+0,6	+21,2

Tableaux synthétiques sectoriels

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 12/2015)

Bilan 2016

	Production totale	Effectifs	Investissements
Construction	+0,2	+0,3	-3,8
Gros Œuvre	-0,0	+0,3	-10,2
Second Œuvre	+0,7	-0,8	-5,7
Travaux Publics	-1,0	+3,2	+3,8

Prévisions 2017

	Production totale	Effectifs	Investissements
Construction	+2,6	-0,2	-16,5
Gros Œuvre	-0,2	-2,1	-9,7
Second Œuvre	+1,9	-0,6	-12,1
Travaux Publics	+7,2	+2,8	-26,2

Tableaux synthétiques sectoriels

(variation pondérée par les effectifs Acoiss-Urssaf 12/2015)

Bilan 2016

	CA total	Export	Effectifs	Investissements
Ensemble des services	+1,5	-2,6	+1,3	+4,4
Transports et entreposage	+0,1	-0,6	+0,1	+17,2
Information et communication	+1,7	-9,0	+2,4	+1,8
Activités spécialisées	+3,0	-6,0	+1,9	-32,3

Prévisions 2017

	CA total	Export	Effectifs	Investissements
Ensemble des services	+3,6	-1,0	+1,6	-7,6
Transports et entreposage	+0,8	-7,3	-1,2	-11,6
Information et communication	+5,0	+3,2	+4,8	+3,2
Activités spécialisées	+5,9	+14,9	+2,8	+5,6

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région Grand Est, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2015-2016-2017). Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON GRAND EST
Taux de couverture par rapport aux données Acoess – Urssaf

Secteurs d'activité	Nombre d'entreprises	Effectifs		Taux de couverture en %
		Appréhendés dans l'enquête	Recensés par Acoess-Urssaf au 31/12/2015	
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons	107	18 510	31 208	59,3 %
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, autres machines	131	30 144	45 139	66,8 %
Fabrication de matériels de transports	46	29 374	32 452	90,51 %
Fabrication d'autres produits industriels	522	79 090	152 354	51,91 %
INDUSTRIE	806	157 117	261 153	60,2 %
CONSTRUCTION	583	36 671	104 927	35,0 %
SERVICES	543	39 025	139 348	28,0 %
TOTAL	1932	232 813	505 428	45,9 %

La Banque de France remercie pour leur précieux concours les entreprises ou établissements qui ont accepté de participer à cette enquête.

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES

sur le site Internet de la Banque de France

www.banque-france.fr - Rubrique "Statistiques"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

REGION44.CONJONCTURE@banque-france.fr

en précisant votre nom, la dénomination et l'adresse de votre entreprise

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».